L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 8 DECEMBRE 1869. 43e année—Vol. XLIII.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 8 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shériff à 10 1/2 heures, sur les Halles, en chantier de bois rue Delord, entre Cirque et Frank in, dans le Premier District—une barrette.

Par S. Guitard, à 11 heures, vis à vis la Vieux Bassin—le contenu d'un magasin de bois à brûler.

Par J. Davis, jr. à sa salle d'encan, 185 rue Gravier, à 11 heures—Vente régulière de Meubles de maison et de magasin, etc. etc.

Par Rue, Torrey & Odell, au Roofed Warehouse des Impressions, No. 38 Magazine, à Orleans, rue Vieille-Levée, entre Bienville et Conti—première vente de marchandises, pour la saison, consistant de Lacets & Echarpes" pour les dames—venant de Calais par le navire Mussels.

Par H. Sauer, jr. No 66 de la rue de Chartres—marchandises sèches, habillements, lingerie, chapeaux, &c. &c.

Par Louis Sloss, A. Bock & Co. à leur salle d'encan, rue de Chartres—Selon, à un tiers et bouteilles.

Par H. Sauer, Maire & Co. au No 31 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et lingerie.

Par G. Lissenden, à sa salle d'encan, No 69 rue de Chartres — Confiserie de Sherbold, habillements, chaussures, chapeaux et autres articles secs.

Par Vincent & Co. au No 62 et 64 de la rue de la Douane—Bottes, souliers et bridegoins.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE ALCEN,
185 ..... Rue des Remparts 185

ATTENTION!

L'attention du commerce est appelée à la vente importante qui aura lieu aujourd'hui à midi, au "Bonded Warehouse" de MM. Rauch & Strauss, No. 46, rue Peters, entre Bienville et Conti. Cette vente comprend les quatre premiers Hpts. Madère et Sherry de la célèbre maison française "RAGANY & SCHROEDER, importés directement de Cadix. Pour les détails et les conditions, voir les cartes vitrées. Roger & Tourné, Encanteurs.

Chaussures, Bottes, Souliers et Brodequins.—L'attention de tous les intéressés est appelée sur la vente importante de marchandises qui aura lieu aujourd'hui, à 10 heures précises, au magasin de MM. Bruns & Co. 46 rue de la Douane, tout près de la rue de la Douane No 62 et 64.

THEATRES.

Aujourd'hui Mercredi.

ACADEMIE DE MUSIQUE—Lady Audley's Secret.

ST CHARLES—Kit, or the Arkansas traveller.

VARIETES—Deuxième semaine de M. John E. Owens.

CRESCENT CITY MUSEUM—Nos 40 et 42, rue St Charles, vis-a vis l'Hotel.

Le Message du Président.

AFFAIRES INTERIEURES.

Après les messages d'Abraham Lincoln on pouvait dire hélas! mais après les élucubrations dans un genre de M. Grant et de ses conseillers, il faut absolument dire hola! Le plus médiocre élève de rhétorique chargé de donner une forme aux idées qui sont accumulées dans ce message, l'eût sans grand effort, fait avec plus de méthode, plus d'ordre et de clarté et assurément dans un meilleur style. Il est évident que le Message est l'œuvre combinée de plusieurs personne, et qu'il contient des paragraphes intercalés émanant des membres du Cabinet, mais il n'y a dans la distribution des matieres une confusion qui indique une grande inexpérience de la part de celui qui a été chargé de coordonner les différentes parties de ce document. Et il y a certains passages où l'obscurité du style les rend très-malaisément explicables par des erreurs échappées à la transmission télégraphique. Mais si le tout laisse à desirer, le fond est de nature à devoir encore davantage ceux qui connaissent quelques illusions sur les idées politiques de M. Grant.

Le pays était anxieux de connaître les vues de l'administration sur trois points principaux:

Les questions financières.

Et les questions étrangères.

Nous nous proposons d'examiner comment le Message dispose de ces questions.

M. Grant lui-même part que les Etats Unis sont la nation la plus libre de la terre, mais il paraît que cette liberté consiste à obéir aveuglément aux volontés de la majorité radicale du Congrès, car la seule chance de la Georgie d'obtenir justice de la Géorgie, c'est d'espérer que le Congrès fait tout les jours, c'est-à-dire d'admettre ou de rejeter tels ou tels membres, en vertu de ce principe que chaque assemblée est seule juge des titres et qualités de ceux qui la composent. M. Grant trouve cela mauvais et il demande tout simplement au Congrès de voter une bonne partie de la politique gouvernementale. Si d'autres termes le Congrès ne doit plus se contenter de commettre des atteintes flagrantes au principe de la souveraineté populaire en refusant d'admettre dans son sein les mandataires du Sud quand ils sont dûment élus, il faut encore qu'il intervienne dans les Etats pour contraindre les Législatures à ratifier un amendement à la Constitution. Il est vrai que M. Grant n'a d'instructions que pour les hommes de couleur que la Législature géorgienne a repoussés. Il ne demande pas au Congrès une loi qui charge M. Warmoth de installer sur leurs sièges dans la Législature louisianaise les vingt ou trente blancs qui avaient été élus ébénteurs et représentants et que MM. Dunn et Isabelle, hommes de couleur, ont retirés l'admettre, dans les assemblées dont la prudence leur avait été dévolue.

Le Message ne daigne pas accepter des sept Etats du Sud, dont les représentants frappent encore en vain aux portes du Congrès. Il affirme même, contrairement à l'evidence, que ces sept Etats sont entièrement restaurés et qu'ils sont rentrés dans l'Union.

On peut avoir une idée de la liberté laissée aux Etats dits reconstruits par la nouvelle aventure que laissa échapper M. Grant à propos du Texas et du Mississipi:

"Il est à espérer que les actes des législatures de ces Etats seront de nature à recevoir notre approbation.

Pourquoi donc ne pas supprimer une bonne fois ces législatures plutôt que de mettre constamment le Congrès dans la nécessité de refaire, de contrôler et de réformer leurs actes?

Si radical que soit le Message, il ne l'est pas assez au gré de la majorité du Congrès, car une députation nous informe que la partie du Message qui demande une législation additionnelle pour la répression des troubles désastreux, tendant que le passage dans lequel le Président conseille l'admission de la Virginie a été accueilli par un silence de mauvais augure. Ceci peut dit pour démontrer l'inanité des compromis.

Avant d'aborder un autre sujet, mentionnons comme se rattachant indirectement à la reconstruction le passage suivant:

"—En second lieu, il faut assurer protection aux personnes et aux propriétés pour tous citoyens des Etats Unis dans chaque partie de notre patrie commune où il peut lui plaire d'aller, sans distinction de nationalité, de religion de couleur, ou d'opinion politique, et à la seule condition qu'il obéisse aux lois et qu'il respecte les droits d'autrui.

Dans le même ordre d'idées rentre la recommandation de faire passer la période de fois interdite à l'entrée de notre territoire à ceux qui ne se font pas naturaliser. Ce que le Président appelle aujourd'hui c'est l'obligation pour les coolies de rester fidèles au contrat qui les lie, contrat sanctionné par lequel ils ne s'asservait d'avancer les frais de voyage de ces travailleurs. La législation actuelle, qui ne reconnaît pas la validité des contrats conclus par les émigrants pour payer leur passage lorsqu'ils ont engagé le travail de plusieurs années, est sans doute l'importation de coolies ne paraît pas suffisante au Président. Il veut interdire d'importation aux, ce qu'il avoue par, d'empêcher que le travail asiatique vienne faire concurrence à celui des affranchis, dont le vote doit être si utile pour maintenir le radicalisme au pouvoir.

Ayant ainsi disposé cavalièrement de la reconstruction, sevrant légalement les Etats, et tant les Chinois à distance, le général Grant se met en devoir de trancher le nœud gordien des problèmes financiers. Essayons, en y mettant toute la bonne volonté possible—et il en faut—d'exposer les idées du président sur chacun d'eux.

La rapidité des paiements en espèces "il y a autant de manières d'y arriver qu'il y a de fauteurs de place et d'économie politique. Le Président l'a dit en laissant l'embarras du choix entre ces divers au Congrès, lui recommande d'adopter des lois qui assurent cette reprise, mais seulement d'une façon graduelle.

La fluctuation de la valeur du papier-monnaie: le Président recommande aussi une loi pour empêcher cette fluctuation, mais, cette fois, il ne s'en rapporte pas aux lumières du Congrès, il voit lui même un moyen et il affirme qu'il n'y en a qu'un:

"A savoir: d'autoriser le Trésor à racheter son propre papier à un prix fixé à quelque époque qu'il soit présenté et à retirer de la circulation tout le papier-monnaie ainsi racheté jusqu'à ce qu'il soit de nouveau vendu pour de l'or."

Après avoir retourné dans tous les sens la phrase qui précède, nous sommes arrivé à la conclusion que ce passage a dû être tronqué par le télégraphe, notre confiance en notre sagacité ne nous permettant pas d'admettre qu'il soit au-dessus de notre compréhension.

La conversion de la dette: Le Président pense que toute la dette pourrait être payée en dix ans—M. Boutwell avait dit vingt—mais M. Grant veut être généreux pour son peuple, et il consent à ce que l'extinction de la dette dure un peu plus longtemps. Le Message propose une conversion des 5-20 et des 10 40 qui portent un intérêt de six et cinq pour cent, en obligations nouvelles portant seulement un intérêt ne dépassant pas quatre et demi, obligations qui seraient recherchées parce que les porteurs pourraient en toucher l'intérêt en Europe aussi bien qu'aux Etats-Unis. Ceci est clair mais ce qui l'est moins c'est ce qui suit:

"Je suggère au Congrès de prendre ce sujet en considération et d'examiner si même temps il convient de racheter notre papier-monnaie comme il a été suggéré auparavant au cours du marché à l'époque où la loi sera en vigueur, ou accroissant le taux auquel le papier monnaie sera acheté et vendu de jour en jour ou de semaine en semaine, au même taux d'intérêt que le gouvernement paie sur ses obligations.

Le rapport de M. Boutwell éclaircira sans doute ce mystere.

La taxe sur le revenu: On sait que cette taxe expire en juin 1870. Le Président propose de la continuer pendant trois ans, mais en en réduisant le taux de cinq à trois pour cent.

Le tarif des douanes: Petite contradiction à signaler. Le message conseille l'ajournement de la question à la session suivante et dit plus loin:

"Avec la conversion on la consolidation de la dette nationale, comme il est ici suggéré, je crois pouvoir dire en toute sûreté que les taxes ou revenu provenant des importations peuvent être réduites sans danger de 60 à 80 millions par an *immédiatement*, et qu'elles pourront être utilement reduites encore avec l'accroissement des ressources du pays se développant."

Les recettes du Trésor se sont élevées pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1869 à $370,943,65 et les dépenses, y compris les intérêts de la dette, à 321,490,597. Le Trésor a encaissé pour 75 millions de titres de la dette, et le Message recommande que ces titres soient placés au fonds d'amortissement.

M. Grant demande l'abrogation complète de la loi sur la tenure des emplois, cette lamentable loi qui a donné lieu au conflit entre le président Johnson et M. Stanton, conflit dans lequel M. Grant a joué un fort singulier rôle. Il est assez curieux d'entendre aujourd hui la condamnation de cette loi sortir de la bouche de l'ancien ministre qui a trahi M. Johnson. Voici ce qu'il dit:

Il ne peut avoir été dans les intentions de auteurs de la Constitution, lorsqu'ils ont décrété que les nominations faites par le Président seraient soumises à l'approbation du Sénat, de laisser à ce corps le pouvoir de conserver dans leurs emplois des personnes qui les occupent en vertu de nominations fédérales, contre le gré du Président. Le lien est incompatible avec une administration gouvernementale loyale et effective. Quelle confiance un Exécutif peut-il avoir dans des officiers qui lui sont imposés et dans ceux qu'il a sous ses ordres pour de certaines raisons! Comment de tels officiers pourront-ils servir une administration qu'ils savent ne pas avoir confiance en eux?

Ces raisons sont excellentes, elles l'ont toujours été, mais si le Congrès ne les a pas écoutées, il ne faut pas s'attendre à ce que le Président en tienne compte aujourd'hui. Le Message est l'œuvre combinée de plusieurs personne, et qu'il contient des paragraphes intercalés émanant des membres du Cabinet, mais il n'y a dans la distribution des matieres une confusion qui indique une grande inexpérience de la part de celui qui a été chargé de coordonner les différentes parties de ce document. Et il y a certains passages où l'obscurité du style les rend très-malaisément explicables par des erreurs échappées à la transmission télégraphique. Mais si le tout laisse à desirer, le fond est de nature à devoir encore davantage ceux qui connaissent quelques illusions sur les idées politiques de M. Grant.

Le pays était anxieux de connaître les vues de l'administration sur trois points principaux:

Les questions financières.

Et les questions étrangères.

Nous nous proposons d'examiner comment le Message dispose de ces questions.

M. Grant lui-même part que les Etats Unis sont la nation la plus libre de la terre, mais il paraît que cette liberté consiste à obéir aveuglément aux volontés de la majorité radicale du Congrès, car la seule chance de la Georgie d'obtenir justice de la Géorgie, c'est d'espérer que le Congrès fait tous